



**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°05/ AONO/ANOR/CIPM/2025 DU
..... 2025... POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'AUDIT DU SYSTEME DE
DIGITALISATION DES PROCESSUS METIERS DE L'AGENCE DES NORMES ET DE LA
QUALITE (ANOR)**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Directeur Général de l'Agence des Normes et de la Qualité, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert, pour l'Audit du système de digitalisation des processus métiers de L'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR).

2. Consistance des prestations

La présente mission n'a pas pour objet de résoudre l'ensemble des problématiques liées à la digitalisation des processus métiers de l'ANOR, mais plutôt d'en identifier les forces et les faiblesses. Elle vise à poser un diagnostic objectif de l'état actuel de la digitalisation, à analyser les risques opérationnels, organisationnels et sécuritaires associés, et à formuler des recommandations concrètes en vue d'optimiser l'efficacité, la cohérence et la sécurité des processus métiers numérisés de l'ANOR.

Le principal résultat attendu à l'issue de cette mission est un rapport d'Audit du système de digitalisation des processus métiers de l'ANOR. Ce rapport comprendra notamment les composantes suivantes :

- L'audit organisationnel des processus métiers digitalisés, incluant l'analyse des rôles, responsabilités et interactions entre les structures impliquées ;
- Le diagnostic environnemental et physique de l'écosystème numérique de l'ANOR (infrastructures, équipements, conditions d'hébergement, etc.) ;
- Une cartographie des processus métiers existants, identifiant leur niveau de digitalisation (manuel, partiellement automatisé, totalement dématérialisé), les outils utilisés, les flux d'information, ainsi que les points de rupture ou de redondance ;
- L'évaluation technique de la sécurité, de la performance et de l'interopérabilité des solutions numériques en place (applications, plateformes, bases de données, etc.) ;
- Une analyse approfondie des contraintes légales et réglementaires applicables à la digitalisation des services publics, en lien avec la mission de l'ANOR ;
- Une évaluation du niveau de maturité numérique de l'ANOR ;
- Un rapport complet d'audit, détaillant les tests réalisés, les écarts constatés, les failles identifiées et les risques classés selon leur niveau de criticité, assorti de recommandations opérationnelles selon une échelle de priorisation : immédiate, à court, moyen et long termes ;
- Un plan d'actions correctives, organisé autour d'axes stratégiques et techniques, incluant pour chaque action : les objectifs visés, les responsables, les délais de mise en œuvre, les moyens nécessaires et les indicateurs de suivi et d'évaluation.

3. Tranches /Allotissement

Les prestations objet du présent Dossier d'Appel d'Offres sont réparties en un (01) lot.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de cinquante-neuf millions (59 000 000) FCFA TTC.

5. Délai d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Dossier d'Appel d'Offres est de trois (03) mois.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Dossier d'Appel d'Offres s'adresse aux cabinets ou Bureaux d'Etudes Techniques installés au Cameroun et ayant des compétences avérées dans le domaine de l'audit du système de digitalisation.

7. Financement

Les prestations, objet du présent Dossier d'Appel d'Offres, sont financées par le budget de l'Agence des Normes et de la Qualité, Exercice 2025, Imputation n° : 59-39-004-06-01-07-000008/61919

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Caution de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré au tarif en vigueur, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans les domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du Dossier d'Appel d'Offres dont le montant s'élève à : **un million cent-quatre-vingt milles (1 180 000) FCFA.**

Cette caution devra être valable **trente (30) jours au-delà** de la date de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, et assorti du récépissé de consignation délivré par la Caisse de dépôt de consignation (CDEC) entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. **Sous peine de rejet, la caution de soumission doit être conforme aux dispositions de la Lettre-Circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution, et de déconsignation des cautionnements sur les Marchés Publics.**

10. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction Générale de l'ANOR (Direction de l'Administration et des Finances, Service des Marchés et Contrats) sise à Bastos, Immeuble Ex Banque Mondiale, Porte R4, B.P. 14966 Yaoundé Tél/fax : 222 20 63 68, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier de Consultation

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être obtenu auprès de la Direction Générale de l'ANOR (Service des Marchés et Contrats), sise à Bastos, Immeuble Ex Banque Mondiale, Porte R4, BP : 14966 Yaoundé Tél/fax : 222 20 63 68, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable d'un montant de **100 000 (cent mille) FCFA** au titre des frais de dossier, au **Compte Spécial CAS ARMP N°335 988** ouvert auprès de la BICEC (Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit). La copie dudit reçu sera déposée au lieu du retrait du Dossier d'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais et devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le à **14 heures**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra parvenir à la Direction Générale de l'ANOR (Direction de l'Administration et des Finances), sise à Bastos, Immeuble Ex Banque Mondiale, BP : 14966 Yaoundé, tel/fax : 222 20 63 68, au plus tard le à **14 heures**, heure locale sous pli fermé, et revêtue de la mention :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°05/ AONO/ANOR/CIPM/2025 DU
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'AUDIT DU SYSTEME DE DIGITALISATION DES
PROCESSUS METIERS DE L'AGENCE DES NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR) EN PROCEDURE
D'URGENCE.**

"A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT"

N.B : les tailles maximales des documents, qui vont transiter sur la plateforme et constitués l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- **5 MO pour le dossier Administrative ;**
- **15 MO pour l'Offre Technique ;**
- **5 MO pour l'Offre Financière.**

Les formats acceptés sont les suivants :

- **Format PDF pour les documents textuels ;**
- **JPEG pour les images.**

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

Le soumissionnaire devra faire parvenir aux adresses ci-dessus citées, une copie de l'offre financière dans une enveloppe scellée, marquée « OFFRE TEMOIN » et revêtue de la mention :

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°05/AONO/ANOR/CIPM/2025 DU 29 AUG 2025
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'AUDIT DU SYSTEME DE DIGITALISATION DES
PROCESSUS METIERS DE L'AGENCE DES NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR) »

Pour servir d'offre témoin destiné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent parvenir sur la plateforme COLEPS.
Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Toute offre en noir sur blanc pour la soumission en ligne ;
- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité du Dossier d'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Toute offre non conforme aux prescriptions du DAO.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier de Consultation, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en deux (02) temps, à l'Immeuble Siège de l'ANOR sis à Bastos Immeuble Ex Banque Mondiale le à 15 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés de l'ANOR.

L'ouverture des dossiers administratifs et des offres techniques aura lieu le par la Commission de Passation des Marchés de l'ANOR le à 15 heures, en présence des soumissionnaires ou de leur représentant dûment mandatés.

L'ouverture des offres financières des candidats ayant obtenus la note technique minimale requise aura lieu à une date ultérieure.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

Il s'agit notamment :

15.1 Critères éliminatoires

1. De l'absence du cautionnement de soumission et du récépissé de consignations délivré par la CDEC à l'ouverture des plis ;
2. De la non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
3. Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
4. Présence d'information financière dans l'offre administrative et technique ;
5. Note de qualification inférieure à 80 points sur 100 points ;
6. Non-respect du profil du Chef de mission ;
7. De l'absence de la charte d'intégrité ;
8. De l'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental ;
9. De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de marchés au cours des trois dernières années ;
10. Absence du CCAP et des TDR paraphé sur chaque page, signé daté et cacheté à la dernière page assortie de la mention « lu et approuvé » ;
11. Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;

12. L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
13. Non-respect du format de fichiers des offres.

15.2. Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront sur:

- la présentation générale de l'offre ;
- les références du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires ;
- qualification et capacité des experts ;
- la méthodologie proposée en adéquation avec les TDR.

Seuls les cabinets qui auront totalisé à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à quatre-vingt (80) points sur cent (100), seront retenus pour l'examen des offres financières.

NB : Le prestataire sera choisi par la méthode de sélection dite par points, par combinaison des notes techniques (80%) et financières (20%).

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la mieux-disante par combinaison des critères techniques et financiers en incluant le cas échéant les rabais proposés.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours, à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables, au Service des Marchés et Contrats de l'Agence des Normes et de la Qualité sis à Bastos Immeuble ex Banque Mondiale Porte R4 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)*(SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48

Yaoundé, le 23 04 2020

Copies:

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP ;
- DG/ANOR ;
- Président CIPM/ANOR
- Affichage chrono.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL (M)

Madame Chantal Abou



NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS No. 05/ AONO/ANOR/CIPM/2025 OF 20 AUG 2025 FOR THE RECRUTEMENT OF A CABINET FOR THE AUDIT OF THE DIGITISATION SYSTEM FOR BUSINESS PROCESSES AT THE AGENCY FOR STANDARDS AND QUALITY (ANOR)

1. Purpose of the Call for Tenders

The Director General of the Standards and Quality Agency, the Project Owner, is launching a National Open Call for Tenders for the Audit of the digitalization system for the business processes of the Standards and Quality Agency (ANOR).

2. Scope of services

The purpose of this assignment is not to resolve all issues related to the digitization of ANOR's business processes, but rather to identify its strengths and weaknesses. It aims to provide an objective diagnosis of the current state of digitization, analyze the associated operational, organizational and security risks, and formulate concrete recommendations with a view to optimizing the efficiency, consistency and security of ANOR's digitized business processes.

The main expected outcome of this mission is an audit report on ANOR's business process digitization system. This report will include the following components:

- An organizational audit of digitized business processes, including an analysis of the roles, responsibilities and interactions between the structures involved;
- An environmental and physical diagnosis of ANOR's digital ecosystem (infrastructure, equipment, hosting conditions, etc.);
- A mapping of existing business processes, identifying their level of digitization (manual, partially automated, fully dematerialized), the tools used, information flows, and points of disruption or redundancy;
- Technical assessment of the security, performance and interoperability of existing digital solutions (applications, platforms, databases, etc.);
- In-depth analysis of the legal and regulatory constraints applicable to the digitization of public services, in line with ANOR's mission;
- An assessment of ANOR's level of digital maturity;
- A comprehensive audit report detailing the tests carried out, the discrepancies found, the flaws identified and the risks classified according to their level of criticality, accompanied by operational recommendations according to a prioritization scale: immediate, short, medium and long term;
- A corrective action plan, organized around strategic and technical priorities, including for each action: the objectives, those responsible, implementation deadlines, the necessary resources and monitoring and evaluation indicators.

3. Tranches/Allotment

The services covered by this Tender Document are divided into one (01) lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is fifty-nine million (59,000,000) CFA francs including tax.

5. Execution period

The maximum period allowed by the Project Owner for the performance of the services covered by this Tender Document is **three (03) months**

This period shall run from the date of notification of the service order to commence the services.

6. Participation and origin

Participation in this Tender Document is open to firms or technical design offices based in Cameroon with proven expertise in the field of digitalization system auditing.

7. Financing

The services covered by this Tender Document are financed by the budget of the Standards and Quality Agency, Financial Year 2025, Allocation No.: 59-39-004-06-01-07-000008/61919

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is online.

9. Bid bond

Each bidder must include with their administrative documents a bid bond stamped at the current rate, paid by hand, issued by an organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement and listed in document 14 of the Tender Documents, for an amount of: one million one hundred and eighty thousand (1,180,000) CFA francs. This bond must be valid for thirty (30) days beyond the date of validity of the bids.

Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorized by the Minister of Finance to issue bonds in the context of public procurement, accompanied by a receipt of deposit issued by the Deposit and Consignment Office (CDEC), will result in the outright rejection of the bid. A bid bond that is produced but has no connection with the consultation in question shall be considered as missing. A bid bond presented by a bidder during the opening of bids shall be inadmissible. Under penalty of rejection, the tender bond must comply with the provisions of Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of 5 June 2024 on the procedures for establishing, depositing, retaining, returning and releasing bonds in public procurement.

10. Consultation of the File

The Tender Documents (DAO) may be consulted during office hours at the ANOR Headquarters (Administration and Finance Department, Contracts and Procurement Division) located at Bastos, Former World Bank Building, Porte R4, B.P. 14966 Yaoundé Tel/fax: 222 20 63 68, as soon as this notice is published.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.arp.cm).

11. Acquisition of the Consultation File

The Tender Documents (DAO) can be obtained from the ANOR General Directorate (Procurement and Contracts Department), located at Bastos, Former World Bank Building, Porte R4, BP: 14966 Yaoundé Tel/fax: 222 20 63 68, upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of 100,000 (one hundred thousand) CFA francs for administrative costs, to the CAS ARMP Special Account No. 335 988 opened with BICEC (International Bank of Cameroon for Savings and Credit). A copy of the receipt shall be submitted at the place where the tender documents are collected.

It is also possible to obtain an electronic version of the tender documents by downloading them free of charge from the above addresses. However, submission by physical or electronic means is conditional upon payment of the tender document purchase fee.

12. Submission of bids

Each bid shall be written in French or English and must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than 24 SEP 2025 at 2 p.m. A backup copy of the bid saved on a USB stick or CD/DVD must be sent to the ANOR General Management (Administration and Finance Department), located at Bastos, Former World Bank Building, BP: 14966 Yaoundé,

tel/fax: 222 20 63 68, no later than 24 SEP 2025 at 2 p.m. local time, in a sealed envelope marked:

"NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS No. 05/ AONO/ANOR/CIPM/2025 OF 07 AUG 2025, FOR THE AUDIT OF THE DIGITISATION SYSTEM OF THE BUSINESS PROCESSES OF THE AGENCY FOR STANDARDS AND QUALITY (ANOR)."

'TO BE OPENED ONLY DURING THE COUNTING SESSION'

N.B: the maximum file sizes of the documents that will be transferred via the platform and constitute the tenderer's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative file;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

"NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS NO. 05/ AONO/ANOR/CIPM/2025 OF 07 AUG 2025, FOR THE AUDIT OF THE DIGITISATION SYSTEM OF THE BUSINESS PROCESSES OF THE AGENCY FOR STANDARDS AND QUALITY (ANOR)"

To serve as a sample tender for the public procurement regulatory body for safekeeping.

13. Admissibility of bids

The administrative documents, technical bid and financial bid must be submitted via the COLEPS platform.

The following will be deemed inadmissible by the Project Owner:

Any offer in black and white for online submission;

- Envelopes bearing the identity of the tenderers;
- Envelopes received after the deadline for submission;
- Envelopes without indication of the identity of the Tender Document;
- Envelopes that do not comply with the submission procedure;
- Any bid that does not comply with the requirements of the tender documents.

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the tender documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a tender bond issued by a first-class financial institution or organization approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the models of the Consultation File documents, will result in the outright rejection of the bid without any recourse. A tender bond that has been produced but is not related to the consultation in question shall be considered as missing. A tender bond presented by a tenderer during the opening of tenders shall be inadmissible.

14. Opening of bids

Bids will be opened in two (02) stages at the ANOR headquarters building located at Bastos, Former World Bank Building on 24 SEP 2025 at 3 p.m. by the ANOR Internal Contracts Commission.

The opening of administrative files and technical bids will take place on 24 SEP 2025 by the ANOR contracts commission on at 3 p.m., in the presence of the bidders or their duly authorized representatives.

The financial bids of candidates who have obtained the minimum technical score required will be opened at a later date.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be produced in original or in copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, as stipulated in the Special Tender Regulations. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of bids or have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file at the opening of the bids after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. Evaluation criteria

These include:

15.1 *Elimination criteria*

1. Absence of the tender bond and the receipt of deposit issued by the CDEC at the opening of bids;
2. Failure to produce, within 48 hours after the opening of bids, a document in the administrative file that was deemed non-compliant or missing at the opening of bids (except for the bid bond);
3. False declarations, fraudulent manoeuvres or falsification of documents;
4. Presence of financial information in the administrative and technical bid;
5. Qualification score of less than 80 points out of 100 points;
6. Non-compliance with the profile of the Head of Mission;
7. Absence of the integrity charter;
8. Absence of the social and environmental commitment statement;
9. Absence of the sworn statement of non-abandonment of contracts during the last three years;
10. Absence of the CCAP and the TDR initialed on each page, signed, dated and stamped on the last page with the words 'read and approved';
11. Absence of a quantified unit price in the financial offer;
12. Absence of an element of the financial offer (the bid, the BPU, the DQE);
13. Non-compliance with the file format for offers.

15.2. *Essential criteria*

Technical offers will be evaluated on a scale of one hundred (100) points according to the following essential criteria:

- the overall presentation of the offer;
- the bidder's references in the performance of similar services;
- the qualifications and capacity of the experts;
- the proposed methodology in line with the TDR.

Only firms that have obtained a technical score of at least eighty (80) points out of one hundred (100) at the end of the evaluation will be considered for the examination of financial bids.

NB: The service provider will be selected using the points-based selection method, combining technical (80%) and financial (20%) scores.

16. Award

The Contracting Authority will award the contract to the tenderer whose bid has been found to comply with the essential requirements of the Tender Documents, who has the technical and financial capacity to perform the contract satisfactorily, and whose bid has been evaluated as the most advantageous based on a combination of technical and financial criteria, including any discounts offered.

17. Validity period of tenders

Tenderers shall remain bound by their tenders for ninety (90) days from the deadline for submission of tenders.

18. Additional information

Additional information can be obtained during business hours from the Contracts and Procurement Department of the Standards and Quality Agency located at Bastos Building, former World Bank, Door R4, or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Fight against corruption and malpractice

To report any practices, facts or acts of corruption, please call CONAC on 1517, or the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde,

29 AUG 2025

Copies:

- Public Procurement Authority (MINMAP)
- ARMP;
- DG/ANOR;
- President CIPM/ANOR
- Chronological display.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL (ai)



Madame Chantal Andely